

Le génocide rwandais, 30 ans après

Émilie Nicolas

Le Devoir, 4 avril 2024

« Voici la preuve de la purification ethnique et politique érigée en principe par le pouvoir du Rwanda. Un pouvoir accaparé par l'ethnie hutue, majoritaire dans le pays, au détriment de l'ethnie tutsie, minoritaire et promise au génocide. Hommes, femmes, enfants : même sort. »

Ainsi commence un reportage de France 2 diffusé le 28 janvier 1993.

Le 28 janvier 1993, c'est plus d'un an avant le 7 avril 1994, date officielle du début du carnage de trois mois qui allait faire un million de morts. À Mutura, dans le nord-ouest du pays, les journalistes de France 2 filment des ossements de civils retrouvés pêle-mêle sur un terrain privé, le tout sous les yeux d'un officier de police impassible rédigeant un rapport. *« Les bourreaux vivent ici dans l'impunité. Ils se recrutent dans l'armée ou dans la milice du parti du président. Et qui sait s'ils n'assistent pas sourire en coin à la découverte des charniers. »*

Le reportage continue. *« Plus à l'est, dans le village de Kinigi, on*

creuse dans la propriété même du maire. Les ossements remontent à la surface, et Monsieur le Maire arbore une attitude faussement incrédule. Ça s'est passé chez lui ; il ne sait rien, ne soupçonne rien. Tout comme ne saurait sans doute rien le président rwandais dont le portrait colore les murs du pays, et avec lequel la France n'entretient pas de mauvaises relations. »

Le chef d'antenne de France 2 enchaîne tout de suite avec une entrevue avec Jean Carbonare, président de l'association Survie, qui revenait d'une mission au Rwanda organisée par la Fédération internationale des droits de l'homme. *« On sent que, derrière tout ça, il y a un mécanisme qui se met en route, explique Jean Carbonare. On a parlé de purification ethnique, de génocide, de crimes contre l'humanité dans le pré-rapport que notre commission a établi, et nous insistons beaucoup sur ces mots. »*

C'est déjà beaucoup d'informations à encaisser, mais M. Carbonare ne s'arrête pas là. Il ajoute que

tous les membres de la mission sont convaincus que le pouvoir rwandais, jusqu'au plus haut niveau, est impliqué dans ces crimes. « *Notre pays* [la France], *qui supporte militairement et financièrement ce système, a une responsabilité.* »

Ce n'est pas encore tout. « *Ce que nous avons découvert, c'est que toutes les femmes de la minorité tutsie voient leur mari, leur frère, leur père tués. Elles sont ensuite, comme des bêtes, abandonnées, violées, maltraitées. [...]* *Et j'insiste beaucoup : nous sommes responsables* », enchaîne Jean Carbonare. Il décrit ensuite la souffrance dans les camps de réfugiés, qui comptent déjà des centaines de milliers de personnes.

Pris par l'émotion, M. Carbonare conclut l'entrevue par un appel à l'action : « *On peut faire quelque chose, il faut qu'on fasse quelque chose.* »

Il y a dans ces cinq minutes et quelques de télévision, diffusées, rappelons-le, plus d'un an avant le début « officiel » du génocide des Tutsis, quelque chose de tout à fait surréel. Quand on sait le rôle que la France allait jouer jusqu'au bout de l'horreur, on écoute Jean Carbonare comme une Cassandre moderne.

C'est Beata Umubyeyi Mairesse, autrice franco-rwandaise et survivante du génocide, qui m'a rappelé l'existence de cette pièce majeure de l'histoire du journalisme occidental alors qu'elle était de passage au

Canada pour faire la promotion de ses plus récents ouvrages.

Le convoi, où elle raconte sa fuite du Rwanda en juin 1994, dans un transport organisé par une ONG suisse et escorté par une équipe de la BBC, est notamment un trésor de réflexions sur le rôle complexe des médias dans le sort de son peuple. Posons donc à sa suite, en ce trentième anniversaire du génocide des Tutsis du Rwanda, quelques questions d'éthique journalistique brûlantes d'actualité.

D'un : les reporters de France 2 et Jean Carbonare employaient déjà le mot « génocide » en janvier 1993. Si leurs voix avaient été entendues et que les massacres du printemps 1994 avaient été évités, il aurait pu s'en trouver pour juger *a posteriori* que l'emploi du mot était prématuré, même si les tueries organisées de civils tutsis étaient déjà bien entamées à l'époque. Comment peut-on prévenir un génocide, donc, si on limite l'emploi du mot « génocide » en ondes jusqu'à ce qu'il soit trop tard ? Comment empêcher le pire si les journalistes et les experts sont décrédibilisés lorsqu'ils nomment le pire ?

De deux : dans *Le convoi*, Beata Umubyeyi Mairesse rappelle que les journalistes occidentaux étaient rares sur le terrain dans les premières semaines du génocide. Soit ils étaient tous accaparés par l'élection historique de Nelson Mandela en

Afrique du Sud, soit ils étaient affectés à la couverture de l'évacuation de leurs propres ressortissants — et les images qu'ils captaient des massacres des populations locales étaient présentées quasiment comme des informations secondaires. Pourtant, Mme Umubyeyi Mairesse raconte comment la seule présence des caméras de l'équipe de la BBC dans le convoi qui l'amenait à la frontière burundaise aurait retenu l'arme d'un milicien prêt à tuer sa mère. La question, donc, est : aujourd'hui, a-t-on pleinement conscience du rôle que les journalistes jouent dans la prévention de la violence par leur simple présence ou absence dans un contexte donné ?

Enfin, de trois : lorsque les équipes de reporters occidentaux sont enfin dépêchées en nombre plus important, on les envoie surtout au Zaïre (maintenant la République démocratique du Congo), un allié important de la France, des États-Unis et du Cana-

da. C'est principalement par là que les génocidaires hutus et leurs familles fuient le Rwanda lorsque leur régime est mis en déroute. Résultat : à l'été 1994, la plupart des images qui circulent à l'international sont en fait des images de Hutus en fuite, et non pas de survivants tutsis. Bref, on mélange tout, on parle vaguement de « *génocide rwandais* », et la parole des Tutsis est ainsi enterrée. La question, ici, est : qu'a-t-on appris depuis ? En imbriquant géographiquement et logistiquement les équipes de journalistes dans la perspective des « alliés » de leur pays d'origine, quels récits montre-t-on ? Lesquels obscurcit-on ? Quelles illusions d'« objectivité » manufacture-t-on ?

Emilie Nicolas

Anthropologue, l'autrice est chroniqueuse au « Devoir » et à « Libération ». Elle anime le balado « Détours » pour Canadaland.